

Les comptes mondiaux du carbone en 2018

Auteurs : Clément **Métivier** | Clément **Bultheel** | Sébastien **Postic**.
Paris, avril 2018

INTRODUCTION

Ce panorama présente les principales tendances concernant la mise en œuvre des politiques de tarification explicites du carbone dans le monde en 2018. Frise chronologique, carte du monde, tableau détaillé et graphique de synthèse fournissent toutes les informations sur les juridictions disposant ou ayant prévu d'établir des politiques explicites de tarification du carbone, le type d'instrument choisi, les secteurs et combustibles couverts, les niveaux de prix et l'utilisation des revenus générés.

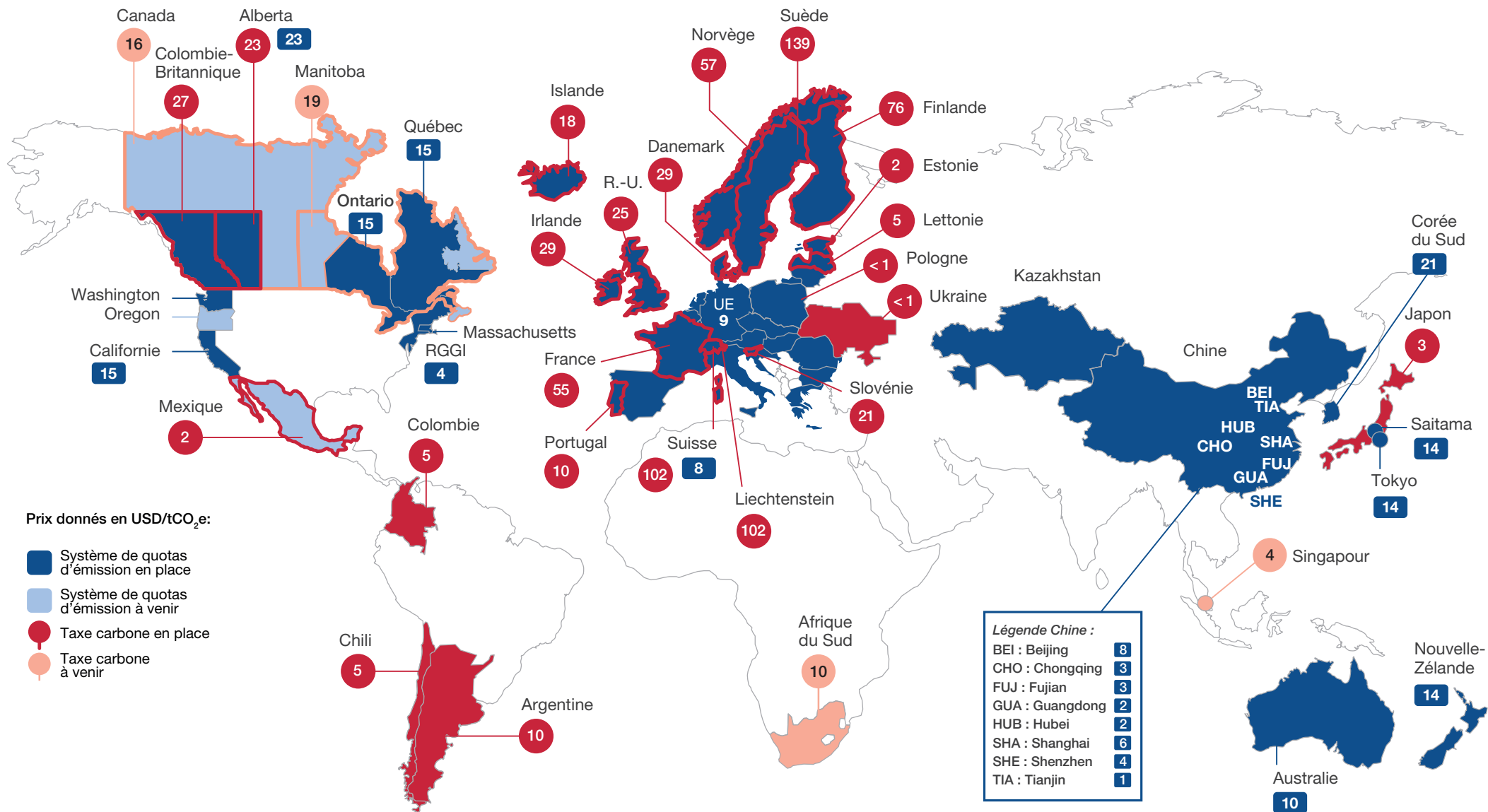
5 tendances en 2018

- 1. (Trop) Peu de juridictions ont mis en place un prix explicite du carbone.** Au 1^{er} avril 2018, 46 pays et 26 provinces ou villes ont établi une politique de tarification du carbone via des taxes sur le carbone et des systèmes d'échange de quotas d'émission (SEQE). Ces juridictions représentent tout de même environ 60 % du PIB mondial.
- 2. Néanmoins, la mise en œuvre de politiques de tarification du carbone s'accélère.** En 2017, 3 SEQE et 3 taxes carbone ont été mises en place, et plus de 25 instruments de tarification du carbone ont été annoncés pour les années à venir. En avril 2018, entre 20 et 25 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) sont couvertes par un prix explicite du carbone, contre seulement 13 % en 2016, principalement en raison de l'entrée en vigueur du SEQE chinois en décembre 2017.
- 3. Les revenus du carbone représentent un levier de financement de plus en plus important pour l'environnement et l'économie.** I4CE estime que les instruments de tarification du carbone ont généré 32 milliards de dollars (26 milliards d'euros) de revenus en 2017, contre 22 milliards de dollars en 2016. En 2017, 65 % des revenus tirés de la

tarification du carbone proviennent des taxes sur le carbone. En matière d'affectation de ces revenus, si chaque juridiction présente un choix tranché, aucune tendance n'émerge clairement au niveau mondial.

- 4. Un prix du carbone qui est jugé comme trop faible par les acteurs économiques.** Le prix explicite de la tonne de CO₂ en 2018 est globalement compris entre moins de 1 dollar (1 euro) et 139 dollars (114 euros) selon la juridiction. Cependant, plus de 75 % des émissions régulées par une tarification du carbone sont couvertes par un prix inférieur à 10 dollars (8 euros), un niveau jugé trop faible pour soutenir la transition vers une économie sobre en carbone dans les secteurs public et privé.
- 5. Les prix explicites du carbone en 2018 ne sont pas alignés sur la trajectoire des 2°C.** Pour atteindre de manière efficace les objectifs climatiques de la communauté internationale tout en encourageant la croissance économique, la Commission de haut niveau sur les prix du carbone présidée par les économistes Stern et Stiglitz recommande d'atteindre un prix du carbone compris entre 40 et 80 dollars par tonne de CO₂ en 2020, puis entre 50 et 100 dollars par tonne de CO₂ en 2030.

Carte mondiale des prix explicites du carbone en 2018



Instruments :

- **SYSTÈME DE QUOTAS D'ÉMISSION EN PLACE**
- **TAXE CARBONE EN PLACE**
- **SYSTÈME DE QUOTAS D'ÉMISSION À VENIR**
- **TAXE CARBONE À VENIR**

Juridiction	Année de mise en œuvre	Prix USD/tCO ₂ (valeur nominale) ①	Part des émissions (%) ②	Périmètre sectoriel						Combustibles ciblés			
Finlande	1990	76	36										
Pologne	1990	< 1	4										
Norvège	1991	57	60										
Suède	1991	139	40										
Danemark	1992	29	40										
Slovénie	1996	21	24										
Estonie	2000	2	3										
Lettonie	2004	5	15										
Colombie-Britannique	2008	27	70										
Liechtenstein	2008	102	26										
Suisse	2008	102	33										
Irlande	2010	29	49										
Islande	2010	18	55										
Ukraine	2011	< 1	71										
Japon	2012	3	68										
Royaume-Uni	2013	25	23										
France	2014	55	35										
Mexique	2014	2	46										
Portugal	2015	10	29										
Alberta	2017	23	45										
Chili	2017	5	42										
Colombie	2017	5	24										
Argentine	2018	10	NA										
Manitoba	2018	19	50										
Afrique du Sud	2019	10	80										
Canada	2019	16	NA										
Singapour	2019	4	80										

① Prix en USD/tCO₂ :

- Moins de 10
- Entre 11 et 30
- Plus de 30

② Part des émissions couvertes :

- Moins de 35 %
- Entre 36 % et 65 %
- Plus de 65 %

* Les prix des SEQE sont les moyennes des valeurs observées entre avril 2017 et avril 2018.

** Le système de quotas d'émission en Nouvelle-Zélande couvre également le secteur forestier.

*** Le SEQE national en Chine, lancé en décembre 2017, sera pleinement opérationnel en 2020.

Secteurs :

- **ÉNERGIE**
- **TERTIAIRE**
- **DÉCHET**
- **INDUSTRIE**
- **TRANSPORT**
- **AVIATION**

Combustibles :

- **CHARBON**
- **PÉTROLE**
- **GAZ**

Juridiction	Année de mise en œuvre	Prix USD/tCO ₂ (valeur nominale)* ①	Part des émissions (%) ②	Périmètre sectoriel																
Union européenne	2005	9	45																	
Alberta	2007	23	45																	
Nouvelle-Zélande**	2008	14	51																	
Suisse	2008	8	11																	
RGGI	2009	4	20																	
Tokyo	2010	14	20																	
Saitama	2011	14	18																	
Californie	2012	15	85																	
Kazakhstan	2013	0	50																	
Québec	2013	15	85																	
Chine	Beijing	2013	8	45																
	Guangdong	2013	2	60																
	Shanghai	2013	6	57																
	Shenzhen	2013	4	40																
	Tianjin	2013	1	55																
	Chongqing	2014	3	40																
	Hubei	2014	2	35																
	Fujian	2016	3	60																
	National***	2017	NA	30																
Corée du Sud	2015	21	68																	
Australie	2016	10	50																	
Colombie-Britannique	2016	NA	0																	
Ontario	2017	15	82																	
Washington	2017	NA	67																	
Massachusetts	2018	0	20																	
Mexique	2018	NA	NA																	
Canada	2019	NA	NA																	
Manitoba	2019	NA	NA																	
Oregon	2021	NA	NA																	

1 Année de mise en oeuvre

- Taxe carbone à partir de 2013
- Taxe carbone entre 2008 et 2013
- Taxe carbone d'avant 2007
- Système de quotas d'émission à partir de 2013
- Système de quotas d'émission entre 2008 et 2013
- Système de quotas d'émission d'avant 2007

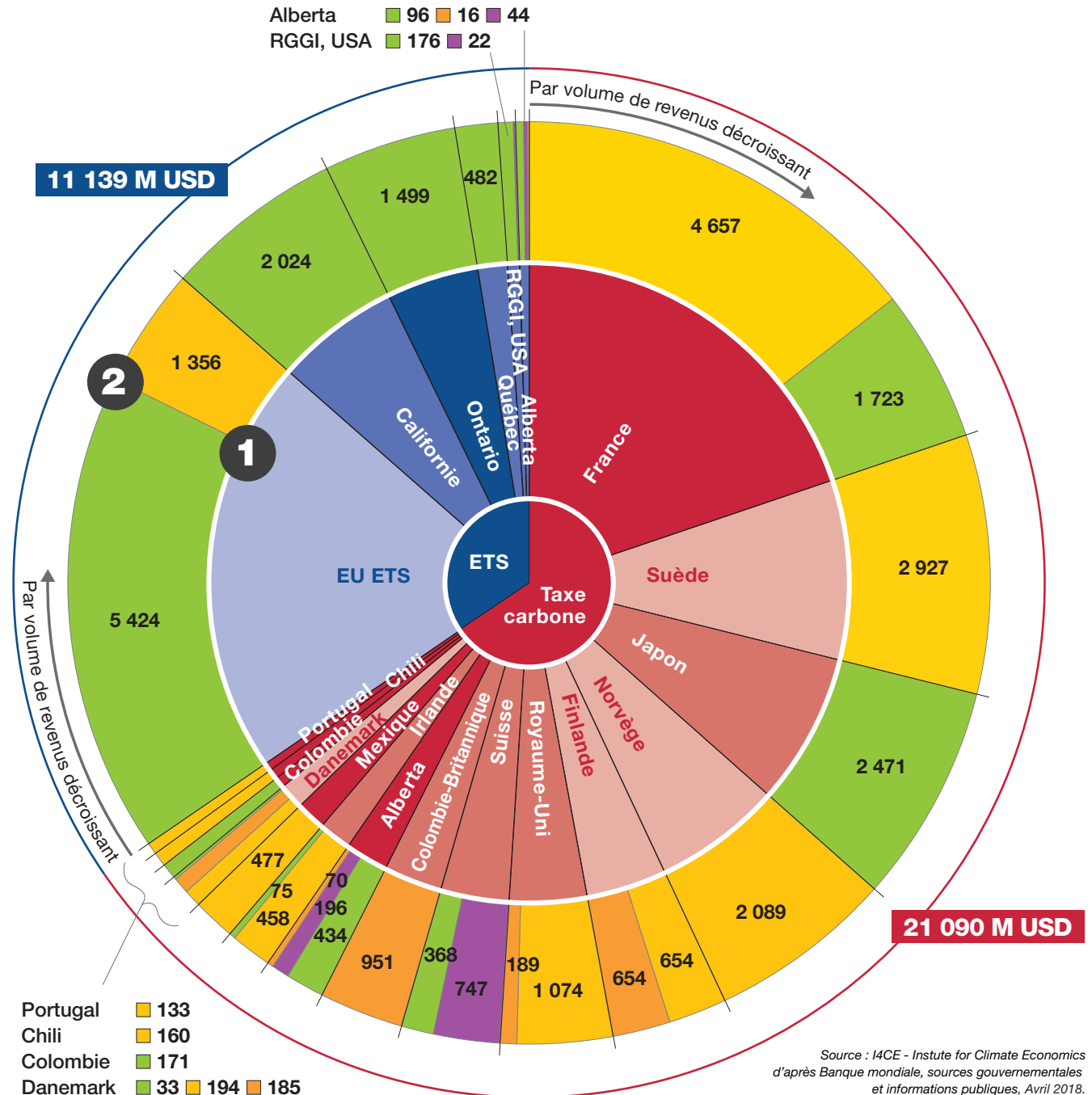
2 Postes d'utilisation des revenus

- Fléchage par projets
- Allocation au budget général
- Exemptions de taxes
- Transferts directs

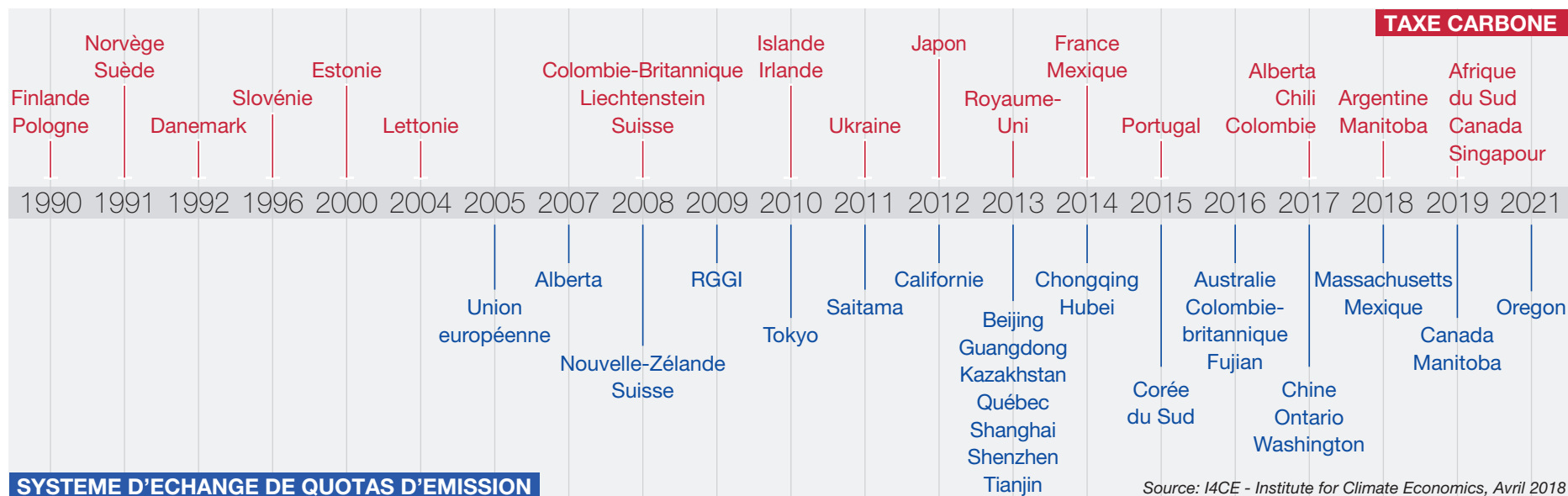
Messages clés

- 65 % des revenus carbone sont générés par des taxes carbone, soit 21 milliards de dollars. Les systèmes de quotas d'émission ont généré 11 milliards de dollars.
- Plus de 67 % des revenus tirés de la tarification du carbone proviennent des pays membres de l'Union européenne.
- À l'échelle mondiale, 46 % des revenus sont utilisés pour des projets dédiés à la transition bas-carbone ; 44 % sont alloués dans le budget public général ; 6 % financent les exemptions de taxes fiscales ; et 4 % sont directement transférés aux entreprises et aux foyers.

Note : Les chiffres représentés font référence à l'année calendaire 2017 ou l'année fiscale 2016-2017. En cas d'absence de données, l'année calendaire 2016 a été prise en compte.



Source : I4CE - Institute for Climate Economics d'après Banque mondiale, sources gouvernementales et informations publiques, Avril 2018.



Prix explicite et prix implicite du carbone

Deux instruments donnent un prix explicite au carbone : la taxe carbone fixe un prix par tonne de CO₂ et le système d'échange de quotas d'émission (SEQE, également appelé ETS en anglais) de CO₂ fixe une quantité maximale d'émissions admissibles. Les prix implicites du carbone tels que les taxes d'accise sur les carburants (prix par litre) ou sur la production électrique (prix par kWh) dans les secteurs résidentiel et commercial, des transports, de l'industrie, et de l'énergie entrent aussi dans la composition des prix effectifs du CO₂ pour les émissions liées aux combustibles affectés. A l'inverse, les subventions et autres soutiens à la production et/ou à la consommation d'énergies fossiles sont parfois qualifiés de « prix négatifs implicites du CO₂ ». L'Agence internationale de l'énergie estime que le volume total des subventions à la consommation d'énergies fossiles est d'environ 260 milliards de dollars en 2016. Les prix effectifs dans leur ensemble, qu'ils soient mis en place ou non suivant des logiques de réduction d'émissions, contribuent à influencer les choix des acteurs économiques, et les niveaux d'émission de GES des secteurs économiques et/ou combustibles couverts.

Sources principales

- ICAP (2018). Emissions Trading Worldwide: Status Report 2018. Berlin: International Carbon Action Partnership. Disponible [ici](#)
- World Bank (2017). Carbon Pricing Dashboard (data last updated December 1, 2017). Washington DC: World Bank. Disponible [ici](#)
- World Bank, Ecofys and Vivid Economics (2017). State and Trends of Carbon Pricing 2017. Washington DC: World Bank. Disponible [ici](#)
- PMR - Partnership for Market Readiness (2017). Carbon Tax Guide: a Handbook for Policy Makers. & Appendix: Carbon Tax Case Studies. Washington DC: World Bank. Disponible [ici](#)
- Carl, J. and D. Fedor (2016). Tracking global carbon revenues: A survey of carbon taxes versus cap-and-trade in the real world. Energy Policy 96, pp. 50-77. Disponible [ici](#)

Pour plus de précisions sur les sources utilisées pour cette édition 2018 des comptes mondiaux du carbone, et notamment les sources nationales : contact@i4ce.org

Lire
cette note sur
> **i4ce.org**